

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 DÉCEMBRE 1908.

NATURALISATION ORDINAIRE.

1° Rapport fait, au nom de la Commission, par M. GENDEBIEN.

I.

Demande de la dame Marie-Françoise MARTIN.

MESSIEURS,

La dame Martin, née à Ploubazlanec (France), le 15 septembre 1879, sollicite la naturalisation ordinaire.

Elle habite la Belgique depuis le 22 septembre 1902 et exerce à Hoesselt (Limbourg), la profession d'institutrice.

Elle est célibataire et elle s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité de la pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que la dame Martin remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

L. GENDEBIEN.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

2° Rapport fait, au nom de la Commission, par M. HORLAIT.

II.

Demande du sieur Pierre BAUER.

MESSIEURS,

Le sieur Bauer, né à Mackenbach (Bavière), le 25 février 1870, sollicite la naturalisation ordinaire.

Il est inscrit aux registres de la population de la ville de Liège depuis le 7 mai 1894 et y exerce la profession de garde-chasse.

Il est veuf et n'a pas d'enfants.

Il a été exempté du service militaire et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que le sieur Bauër remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

GRÉG. HORLAIT.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

3° Rapports faits, au nom de la Commission, par M. POULLET.

III.

Demande du sieur Aloïse BRAUN.

MESSIEURS,

Le sieur Braun, né à Lupstein (Allemagne), le 3 juin 1882, sollicite la naturalisation ordinaire.

Il habite la Belgique depuis le 24 septembre 1902 et est professeur à Braine-le-Comte (Hainaut).

Il est célibataire.

Il a quitté son pays, avant l'âge des obligations militaires, muni d'une autorisation régulière et a, en conséquence, perdu sa qualité de sujet allemand. (Articles 14 et 19 de la loi allemande du 1^{er} juin 1870 sur l'acquisition et la perte de la nationalité.) Il n'a donc pas eu d'obligations de milice en Allemagne. Venu en Belgique à l'âge de 20 ans, il n'a pas eu à accomplir dans notre pays de devoirs militaires. (Article 7 de la loi de milice belge).

Il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que le sieur Braun remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

P. POULLET.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

IV.

Demande de la dame Marguerite-Clémence-Ernestine JARGOT.

MESSIEURS,

La dame Jargot, née à Grâne (France), le 10 juin 1877, sollicite la naturalisation ordinaire.

Elle habite la Belgique depuis le 19 septembre 1902 et exerce à Etterbeek (Brabant) la profession d'institutrice.

Elle est célibataire et elle s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité de la pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que la dame Jargot remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

P. POULLET.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEËMPUTTE.

V.

Demande du sieur Jean-André SIPERS.

MESSIEURS,

Le sieur Sipers, né à Sainte-Gertrude (Ancien Limbourg belge), le 12 février 1836, sollicite la naturalisation ordinaire.

Il habite la Belgique depuis l'année 1856 et exerce à Mouland (Liège) la profession d'ouvrier agricole.

Il a satisfait aux obligations du service militaire en Hollande.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Conformément à l'article 1^{er}, 4^o, de la loi du 7 août 1881, le pétitionnaire est exempté du droit d'enregistrement établi par cette loi.

Votre Commission estime que le sieur Sipers remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

P. POULLET.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEËMPUTTE.

VI.

Demande du sieur Louis-Joseph SOUFFLET.

MESSIEURS,

Le sieur Soufflet, né à Flines-lez-Mortagne (France), le 17 février 1887, sollicite la naturalisation ordinaire.

Il habite la Belgique depuis son enfance et exerce à Wiers (Hainaut), la profession d'ouvrier cordonnier.

Il est célibataire.

Le pétitionnaire, encore soumis aux obligations du service militaire pour l'armée active en France, ne peut, aux termes de l'article 17 du Code civil français, être libéré de ces obligations par l'effet de la naturalisation à l'étranger que s'il a été autorisé par le Gouvernement français à demander la naturalisation. Le pétitionnaire a obtenu cette autorisation. La naturalisation en Belgique aura donc pour effet de le libérer des obligations militaires en France. Par contre, aux termes de l'article 6 de la loi de milice belge, comme il était tenu envers son pays d'obligations imposées par une loi de recrutement et qu'il acquiert la qualité de Belge sans les avoir remplies, il devra se faire inscrire pour la milice en Belgique dans l'année où il acquiert cette qualité, s'il n'a pas 23 ans accomplis avant la fin de cette année.

Il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que le sieur Soufflet remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

P. POULLET.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

VII.

Demande du sieur Emmanuel VAN DEN BOSCH.

MESSIEURS,

Le sieur Van den Bosch, né à Wachtebeke (Flandre orientale), d'un père néerlandais, le 21 janvier 1869, sollicite la naturalisation ordinaire.

Il habite la Belgique depuis sa naissance et est ouvrier chaudronnier à l'administration des chemins de fer de l'État, à Mont-Saint-Amand (Flandre orientale).

Il a épousé une femme belge.

Il a satisfait aux obligations du service militaire en Belgique et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que le sieur Van den Bosch remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

Le Président,

P. POULLET.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

VIII.

Demande du sieur Georges-Léon VINCENT.

MESSIEURS,

Le sieur Vincent, né à Lille (France), le 4 septembre 1876, sollicite la naturalisation ordinaire.

Il habite la Belgique depuis son enfance et est préposé des douanes, à Anvers.

Il a épousé une femme belge.

Il a satisfait aux obligations du service militaire en Belgique.

Le pétitionnaire est né en France de parents légalement inconnus; il devait en conséquence être considéré comme Français (article 8, 2°, de la loi française du 26 juin 1889). La reconnaissance du pétitionnaire par sa mère, reconnaissance dont l'effet est déclaratif et partant rétroactif, l'a rendu Belge, sa mère étant Belge.

Mais, postérieurement, il a été l'objet d'une légitimation par le mariage de sa mère avec un Français.

Certes, on pourrait dire : 1° que la légitimation n'a pas d'effet rétroactif; 2° que, aux yeux de la loi française de 1889, une reconnaissance postérieure à une première n'enlève pas à l'enfant reconnu la nationalité résultée de la première reconnaissance, et que la légitimation ne procède précisément que d'une reconnaissance. Mais, il n'en est pas moins vrai que, aux yeux de la loi et de la jurisprudence belge, la nationalité du pétitionnaire n'est pas à l'abri de controverses. Dès lors, il paraît légitime de statuer sur la demande.

Il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que le sieur Vincent remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

P. POULIET.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

IX.

Demande du sieur David-Paul WEIL.

MESSIEURS,

Le sieur Weil, né à Benfeld (Allemagne), le 10 juin 1871, sollicite la naturalisation ordinaire.

Il habite la Belgique depuis le 5 janvier 1900 et exerce, à Bruxelles, la profession de pharmacien.

Il est marié et père d'un enfant, né à Bruxelles.

Il a satisfait aux obligations du service militaire en Allemagne et a obtenu des autorités compétentes démission de sa qualité de sujet allemand.

Il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que le sieur Weil remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

P. POULLET.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

4^e Rapports faits, au nom de la Commission, par M. VAN DER LINDEN.

X.

Demande de la dame Marie-Zélie DELORME.

MESSIEURS,

La dame Delorme, née à Gerbéal (France), le 30 mars 1877, sollicite la naturalisation ordinaire.

Elle habite la Belgique depuis le 15 octobre 1898 et exerce, à Walhain-Saint-Paul (Brabant), la profession d'institutrice.

Elle est célibataire et elle s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité de la pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que la dame Delorme remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

J. VAN DER LINDEN.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XI.

Demande du sieur Gilles-François-Fernand HOLLER.

MESSIEURS,

Le sieur Holler, né à Bois-Borsu (Liège), d'un père luxembourgeois, le 12 septembre 1885, sollicite la naturalisation ordinaire.

Il habite la Belgique depuis sa naissance et est ouvrier à l'administration des Télégraphes, à Liège.

Il est célibataire.

Il s'est soumis aux obligations du service militaire en Belgique, quoiqu'il n'y fût pas tenu ; il n'avait pas d'obligations militaires dans le Grand-Duché de Luxembourg, l'exécution des lois et arrêtés sur le service de la milice y étant suspendue par l'effet de l'article 1 de la loi du 16 février 1881.

Il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que le sieur Holler remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

J. VAN DER LINDEN.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XII.

Demande du sieur Henri-Hubert MEEUWISSEN.

MESSIEURS,

Le sieur Meeuwissen, né à Haelen (Pays-Bas), le 22 novembre 1880, sollicite la naturalisation ordinaire.

Il habite la Belgique depuis le 25 janvier 1896 et est employé à l'Université, à Liège.

Il n'avait pas d'obligations de milice dans son pays d'origine n'y étant pas « ingezetene » (article 15 de la loi néerlandaise du 19 août 1861 et article 1^{er} de la loi néerlandaise du 22 juin 1893). En conséquence, il n'avait pas de devoirs militaires en Belgique.

Il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que le sieur Meeuwissen remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire..

Le Rapporteur,

J. VAN DER LINDEN.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XIII.

Demande du sieur Richard-Paul PREISSER.

MESSIEURS.

Le sieur Preisser, né à Wurzen (Pays-Bas), le 17 septembre 1883, sollicite la naturalisation ordinaire.

Il habite la Belgique depuis le 16 avril 1888 et est cavalier au 2^e régiment de chasseurs à cheval, à Mons.

Il est célibataire.

Il a satisfait aux obligations du service militaire en Belgique et il s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité du pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que le sieur Preisser remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

J. VAN DER LINDEN.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XIV.

Demande de la dame **MARIE-PERRINE-ALINE SALUDEN.**

MESSIEURS,

La dame Saluden, née à Brest (France), le 15 février 1882, sollicite la naturalisation ordinaire.

Elle habite la Belgique depuis le 31 décembre 1901 et exerce, à Rongy (Hainaut), la profession d'institutrice.

Elle est célibataire et elle s'engage à payer le droit d'enregistrement exigé par la loi du 7 août 1881.

Les rapports des autorités consultées constatent que la conduite et la moralité de la pétitionnaire sont exemptes de tout reproche.

Votre Commission estime que la dame Saluden remplit toutes les conditions requises pour obtenir la naturalisation ordinaire.

Le Rapporteur,

J. VAN DER LINDEN.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 DECEMBER 1908.

GEWOON BURGERSCHAP

1° Verslag, namens de Commissie uitgebracht door den heer GENDEBIEN.

I.

Aanvraag van vrouw Maria-Francisca MARTIN.

MIJNE HEEREN,

Vrouw Martin, geboren te Ploubazlanec (Frankrijk), den 15ⁿ September 1879, vraagt gewoon burgerschap aan.

Zij woont in België sedert 22 September 1902 en is gevestigd te Hoesselt (Limburg) als onderwijzeres.

Zij is ongehuwd en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat vrouw Martin voldoet aan alle vereichten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

L. GENDEBIEN.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

2^o. Verslag, namens de Commissie uitgebracht door den heer HORLAIT.

II.

Aanvraag van den heer Pieter BAUER.

MIJNE HEEREN,

De heer Bauer, geboren te Mackenbach (Beieren), den 25ⁿ Februari 1870, vraagt gewoon burgerschap aan.

Hij is ingeschreven op de bevolkingsregisters der stad Luik sedert 7 Mei 1894 en is er gevestigd als jachtwachter.

Hij is weduwnaar en heeft geen kinderen.

Hij werd vrijgesteld van den krijgsdienst en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Bauer voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

GRÉG. HORLAIT.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

3^o. Verslagen, namens de Commissie uitgebracht door den heer POULLET.

III.

Aanvraag van den heer Aloïs BRAUN.

MIJNE HEEREN,

De heer Braun, geboren te Lupstein (Duitschland), den 3ⁿ Juni 1882, vraagt gewoon burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 24 September 1902 en is gevestigd te 's Graven-Brakel (Henegouw) als leeraar.

Hij is ongehuwd.

Hij verliet zijn land vóór den leeftijd der krijgsplichtigheid, nadat hij daartoe behoorlijk werd gemachtigd, en heeft bijgevolg de hoedanigheid

van Duitschen onderdaan verloren. (Artikelen 14 en 19 der Deutsche wet van 1 Juni 1870 betreffende het verwerven en het verliezen van de nationaliteit.) Hij was dus niet militieplichtig in Duitschland. Hij vestigde zich in België op den leeftijd van 20 jaar en had er geen verplichtingen van den krijgsdienst te vervullen. (Artikel 7 der Belgische militiewet.)

Hij verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Braun voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

P. POULLET.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

IV.

Aanvraag van vrouw Margareta-Clementia-Ernestina JARGOT.

MIJNE HEEREN,

Vrouw Jargot, geboren te Grâne (Frankrijk), den 10ⁿ Juni 1877, vraagt gewoon burgerschap aan.

Zij woont in België sedert 19 September 1902 en is gevestigd te Etterbeek (Brabant) als onderwijzeres.

Zij is ongehuwd en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoekster van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat vrouw Jargot voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

P. POULLET.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

V.

Aanvraag van den heer Jan-Andreas SIPERS.

MIJNE HEEREN,

De heer Sipers, geboren te Sint-Geertruid (afgestaan gedeelte van Limburg), den 12ⁿ Februari 1836, vraagt gewoon burgerschap aan.

Hij woont in België sedert het jaar 1856 en is gevestigd te Mouland (Luik) als landbouwwerkmán.

Hij heeft de verplichtingen van den krijgsdienst vervuld in Nederland.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Krachtens artikel 1, 4^o, der wet van 7 Augustus 1881, is de verzoeker niet verplicht het registratierecht te betalen, dat bij die wet is bepaald.

Uwe Commissie is van gevoelen dat heer Sipers voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

P. POULLET.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

VI.

Aanvraag van den heer Lodewijk-Jozef SOUFFLET.

MIJNE HEEREN,

De heer Soufflet, geboren te Flines-lez-Mortagne (Frankrijk), den 17^a Februari 1887, vraagt gewoon burgerschap aan.

Hij woont in België sedert zijne kinderjaren en is gevestigd te Wiers (Henegouw) als schoenmakersgast.

Hij is ongehuwd.

De verzoeker, die nog dienstplichtig is voor het actieve leger in Frankrijk, kan, krachtens artikel 17 van het Fransche Burgerlijk Wetboek, van deze dienstplichtigheid niet ontslagen worden door de naturalisatie in den vreemde, tenzij hij door de Fransche Regeering werd gemachtigd om de naturalisatie aan te vragen. De verzoeker heeft die machtiging bekomen. Door de naturalisatie in België zal hij dus ontslagen zijn van de verplichtingen van den krijgsdienst in Frankrijk. Anderzijds, daar hij in zijn land verplichtingen moest vervullen, opgelegd door eene wervingswet, en hij de hoedanigheid van Belg verwerft zonder die te hebben vervuld, zal hij, krachtens artikel 6 der Belgische militiewet, zich moeten doen inschrijven voor de militie in België binnen het jaar gedurende hetwelk hij die hoedanigheid verwerft, indien hij den leeftijd van 25 jaar vóór het einde van dit jaar niet heeft bereikt.

Hij verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Soufflet voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

P. POULLET.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

VII.

Aanvraag van den heer Emmanuel VAN DEN BOSCH.

MIJNE HEEREN,

De heer Van den Bosch, geboren te Wachtebeke (Oost-Vlaanderen) uit een Nederlandschen vader, den 21ⁿ Januari 1869, vraagt gewoon burgerschap aan.

Hij woont in België sedert zijne geboorte en is gevestigd te Sint-Amandsberg (Oost-Vlaanderen) als koperslager bij het Bestuur der Staatsspoorwegen.

Hij is gehuwd met eene Belgische vrouw.

Hij heeft de verplichtingen van den krijgsdienst vervuld in België en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Van den Bosch voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

P. POULLET.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

VIII.

Aanvraag van den heer Joris-Lco VINCENT.

MIJNE HEEREN,

De heer Vincent, geboren te Rijsel (Frankrijk), den 4ⁿ September 1876, vraagt gewoon burgerschap aan.

Hij woont in België sedert zijne kinderjaren en is gevestigd te Antwerpen als gepreposeerde der douanen.

His is gehuwd met eene Belgische vrouw.

Hij heeft de verplichtingen van den krijgsdienst vervuld in België.

De verzoeker is in Frankrijk geboren uit wettelijk onbekende ouders; hij moest bijgevolg worden beschouwd als Franschman (artikel 6, 2^e, der Fransche wet van 26 Juni 1889). Door de erkenning van den verzoeker door zijne moeder — erkenning die verklarend is en bijgevolg terugwerkende kracht heeft — is hij Belg geworden, vermits zijne moeder Belg was.

Doch later werd hij gewettigd door het huwelijk van zijne moeder met een Franschman.

Ongetwijfeld zou men kunnen staande houden : 1° dat de wettiging geen terugwerkende kracht heeft ; 2° dat, volgens de Fransche wet van 1889, eene erkenning volgende op een eerste erkenning de nationaliteit, die het gevolg is van de eerste erkenning, niet onttrekt aan het erkende kind, en dat de wettiging juist enkel uit eene erkenning voortspuit. Het is niettemin waar dat, volgens de Belgische wet en rechtspraak, de nationaliteit van den verzoeker kan betwist worden. Het komt dus billijk voor, uitspraak te doen over de aanvraag.

Hij verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Vincent voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

P. POULLET.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

IX.

Aanvraag van den heer David-Paul WEIL.

MIJNE HEEREN,

De heer Weil, geboren te Benfeld (Duitschland), den 10ⁿ Juni 1871, vraagt gewoon burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 5 Januari 1900 en is gevestigd te Brussel als apotheker.

Hij is gehuwd en vader van een kind, geboren te Brussel.

Hij heeft de verplichtingen van den krijgsdienst vervuld in Duitschland en de bevoegde overheden verleenden hem ontslag als Duitsche onderdaan.

Hij verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Weil voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

P. POULLET.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

4^o Verslagen, namens de Commissie uitgebracht door den heer VAN DER LINDEN

X.

Aanvraag van vrouw Maria-Zelia DELORME.

MIJNE HEEREN,

Vrouw Delorme, geboren te Gerbépal (Frankrijk), den 30^{en} Maart 1877, vraagt gewoon burgerschap aan.

Zij woont in België sedert 13 October 1898 en is gevestigd te Walhain-Saint-Paul (Brabant) als onderwijzeres.

Zij is ongehuwd en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoekster van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat vrouw Delorme voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

J. VAN DER LINDEN.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XI.

Aanvraag van den heer Gilles-Frans-Fernand HOLLER.

MIJNE HEEREN,

De heer Holler, geboren te Bois-Borsu (Luik) uit een Luxemburgschen vader, den 12^{en} September 1883, vraagt gewoon burgerschap aan.

Hij woont in België sedert zijne geboorte en is gevestigd te Luik als werkmán bij het Bestuur der Telegrafen.

Hij is ongehuwd.

Hij heeft zich onderworpen aan de verplichtingen van den krijgsdienst in België, ofschoon hij er niet dienstplichtig was; hij was niet dienstplichtig in het Groothertogdom Luxemburg, daar de uitvoering van de wetten en besluiten op den dienst der militie er geschorst is uit hoofde van artikel 4 der wet van 16 Februari 1881.

Hij verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Holler voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

J. VAN DER LINDEN.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XII.

Aanvraag van den heer Hendrik-Huibrecht MEEUWISSEN.

MIJNE HEEREN,

De heer Meeuwissen, geboren te Halen (Nederland), den 22ⁿ November 1880, vraagt gewoon burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 25 Januari 1896 en is bediende aan de Hoogeschool te Luik.

Hij was niet dienstplichtig in zijn geboorteland, daar hij er geen ingezetene was (artikel 15 der Nederlandsche wet van 19 Augustus 1864, en artikel 1 der Nederlandsche wet van 22 Juni 1893). Bijgevolg was hij niet dienstplichtig in België.

Hij verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1884.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Meeuwissen voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

J. VAN DER LINDEN.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

XIII.

Aanvraag van den heer Richard-Paul PREISSER.

MIJNE HEEREN,

De heer Preisser, geboren te Wurzen (Nederland), den 17ⁿ September 1883, vraagt gewoon burgerschap aan.

Hij woont in België sedert 16 April 1888 en is ruiter bij het 2^{de} regiment jagers te paard, te Bergen.

Hij is ongehuwd.

Hij heeft de verplichtingen van den krijgsdienst vervuld in België en hij verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoeker van goed zedelijk gedrag is.

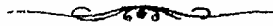
Uwe Commissie is van gevoelen dat de heer Preisser voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

J. VAN DER LINDEN.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.



XIV.

Aanvraag van vrouw Maria-Perrine-Alina SALUDEN.



MIJNE HEEREN,

Vrouw Saluden, geboren te Brest (Frankrijk), den 13^e Februari 1882, vraagt gewoon burgerschap aan.

Zij woont in België sedert 31 December 1901 en is gevestigd te Rongy (Henegouw) als onderwijzeres.

Zij is ongehuwd en verbindt zich tot het betalen van het registratierecht, vereischt bij de wet van 7 Augustus 1881.

Uit de verslagen van de geraadpleegde overheden blijkt, dat de verzoekster van goed zedelijk gedrag is.

Uwe Commissie is van gevoelen dat vrouw Saluden voldoet aan alle vereischten tot het bekomen van gewoon burgerschap.

De Verslaggever,

De Voorzitter,

J. VAN DER LINDEN.

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

